

***Intervention d'Erny Gillen, Président de Caritas Europa, au colloque sur les politiques européennes de lutte contre la pauvreté, Paris, 27 mai***

Brosser un tableau du monde en sept minutes demande un effort de synthèse considérable. Et ce tableau parle autant de l'auteur que du sujet représenté. J'ai le choix entre des tableaux Excel et des tableaux figuratifs. Vous connaissez ces tableaux et ces index, ces chiffres sans visages. Et vous connaissez ces visages qui parlent et vous laissent muets.

Or, comment pouvons-nous créer des liens qui ne se perdent pas dans les chiffres ou qui ne se limitent pas aux situations individuelles ?

La narration en est une voie et la réflexion en est une autre. Je laisserai le soin à ceux qui sont en contact direct et régulier avec des personnes et des peuples en difficultés de raconter leurs histoires ; et vous comprendrez que je vous invite dès lors à une aventure intellectuelle et éthique.

Le maître-mot de cette session est sans doute le vocable "crise". En effet, le concept de crise est le qualificatif commun aux problèmes mondiaux actuels. Les effets insurmontables dans le domaine du climat et de l'environnement sont devenus tels que d'aucuns les qualifient de "crise de l'environnement". Comme cette crise n'est pas tangible pour chacun dans nos sphères, le doute continue à persister, y a-t-il vraiment crise ? Dans le domaine des finances, les actions spectaculaires de sauvetage des banques, soi-disant systémiques, furent tellement médiatisées que plus personne n'osait semer le doute sur le bienfondé de ces orchestrations politiques. Le monde politique avait réussi au moins à s'imposer dans la perception et l'opinion des électeurs et petits épargnants. Il avait réussi à sauver des banques, voire le système même des finances. Le coup magique des politiciens prenait sa mesure et en partie son inspiration à la magie des jongleurs d'argent. La recette est simple. Il faut promettre et gagner la confiance des consommateurs et usagers. Le mot confiance est partant devenu incontournable – faute d'autres arguments. Il fallait maintenant croire les politiciens comme il fallait déjà croire avant la crise financière ceux qui offraient des promesses de taux d'intérêt et de croissance allant de loin au delà des progressions du marché.

Que s'est-il passé? On a emprunté aux générations futures. Ce seront les enfants d'aujourd'hui qui devront se porter garant du remboursement des dettes, des dettes qui dans certains pays – comme aujourd'hui en Grèce – dépassent les liquidités de l'Etat. La monnaie unique est vite devenue la prochaine cible des spéculateurs. Et une fois de plus les ministres des finances ont bossé – même durant la nuit – pour sortir avant l'ouverture des bourses avec un paquet de 750 milliards d'euro de promesse pour stabiliser l'euro.

Ce qui lie les deux crises, celle de l'environnement et celle des finances c'est bien leur relation à l'avenir. On achète ce qu'on n'a pas encore. On met sous hypothèque ce qu'on ne possède pas. Ce réflexe est certes optimiste et louable

car il montre qu'on ne désespère pas. S'il n'y a pas de solutions actuelles et directes, l'homo economicus est capable d'en créer en se projetant dans son propre avenir, voire l'avenir de ses enfants. Imaginons ces constructeurs et architectes de cathédrales – ici à Paris ou à Strasbourg – qui commençaient à construire un bâtiment que la majorité était sûre de ne jamais voir achever. La croyance dans la force de l'avenir les poussait à aller au delà de leur propre réalité. Étaient-ils des rêveurs de cathédrales? Certes oui! Ils avaient bel et bien un projet pour lequel ils étaient fiers de se battre. Et voilà aussi la différence avec les sorties de crise d'aujourd'hui. L'emprunt à l'avenir fait partie de la condition humaine. Cet emprunt qui repose sur l'espérance est porteur pour autant qu'il repose sur un projet intergénérationnel partagé et voulu.

C'est ce manque de projet dans les opérations de sauvetage du système financier qui rend l'opération illusoire. Les politiciens et les financiers se livraient une bataille technique. Comme les finances n'ont pas de projet en soi, les politiques en manquent cruellement elles aussi. Ce même constat vaut pour les "négociations" sur les réductions de gaz à effet de serre. Il faut éviter de franchir le seuil d'un réchauffement de plus de deux degrés avant l'an 2050. Encore un chiffre volant, mais ne pouvant pas remplacer un projet de société et de vie en commun sur notre planète, elle aussi limitée dans sa durée.

Ces prétentions politiques pour résoudre des crises se révèlent comme des leurres. La dégradation continue de l'environnement et des finances publiques montre à quel point on se trompe – on nous trompe.

L'application des mêmes recettes de résolution de crise aux crises du développement, de la faim et des migrations montre à quel point nous sommes devenus une société cannibale, une société qui mange ses propres enfants. Les promesses d'aide non tenues tuent comme le silence et l'omission tuent. Et vous connaissez les chiffres. Et vous savez que derrière chaque chiffre il y a une personne, une personne comme vous et moi qui est atteinte dans sa dignité, dans son droit au développement, dans son droit à la vie.

Le constat que nous devons porter sur notre monde est simple: nous avons adopté un style de vie – dans notre hémisphère nord et dans tous les nord de notre planète – du "bowling alone" comme disait .... Cette attitude individualiste trouve son répondant dans les nationalismes et communautarismes renaissants. Elle se concrétise dans une attitude de non responsabilité. Chacun pour soi et dieu pour tous semble être la devise passe-partout. Comment pourrait-on – sinon – expliquer la nonchalance avec laquelle on prend l'avenir des personnes et peuples futures en otage sans projet d'avenir pour tous? Ce repli cynique de ceux qui nous gouvernent et de ceux qui gèrent le bien économique est en contradiction criante avec les ambitions des personnes gouvernées, administrées et des consommateurs.

Une mère de famille seule et en situation de chômage avec deux enfants ou plus ne peut pas se permettre de telles attitudes. Et si elle tue ses enfants par négligence elle doit répondre de ces faits devant une cour d'assise. Une famille au Soudan du Sud qui se comporterait de cette manière irresponsable par rapport aux stocks de nourriture rare, oui très rare devrait répondre de ses actes criminels devant les anciens de son village. Une famille au Bangladesh qui

n'enseignerait pas à ses enfants comment trouver refuge dans les abris prévus contre les tempêtes et les pluies serait expulsée de son clan. Où sont les tribunaux qui jugent des politiciens qui déclenchent des guerres sur base de mensonges tout fabriqués? Où sont les assises qui jugeront ceux et celles qui ont mis en ruine les épargnes et les logements de millions de particuliers? Ne plus élire un parti politique pour se fier à un autre ne résout pas le problème systémique. Parlant de "méta-crise" les sociologues sonnent l'alerte face aux dangers qu'encours notre démocratie. L'enjeu est de taille.

Dans une vision chrétienne du monde, les solutions résident auprès des plus pauvres. Eux qui connaissent les contraintes et les difficultés doivent être entendus en premier pour construire un autre monde. Ni les associations ni les groupements politiques ne peuvent se substituer à ces acteurs exclus en prétendant parler pour eux. Toutes les chartes sur les droits fondamentaux, les droits des citoyens, les droits humains sont unanimes: l'égalité des personnes est le point de départ pour tout système sociétal et étatique.

Si donc vivre ensemble sur cette terre – aujourd'hui et à l'avenir – nous met tous et toutes sur un pied d'égalité constitutionnel et constitutif, il est grand temps de créer une vision partagée sur les limites du pouvoir politique et économique, sur les limites du gaspillage et les limites des richesses opprimantes. Ce ne sont pas les pauvres qui vont détruire la terre, mais les riches et les puissants. La France est une terre de révolution. Qu'elle se souvienne de cette tradition sanglante qui est à l'origine de la séparation des pouvoirs et d'un nouveau vivre ensemble fraternel. L'autoritarisme des institutions fût en 1968 brisé dans les rues et par les étudiants. Quelles seront les forces actuelles pour le renouveau? Seront-ce les migrants, les réfugiés et les sans-papiers qui sortent de leur oppression? Seront-ce les femmes qui disent halte à la croyance aveugle d'une croissance exponentielle? Seront-ce les enfants qui se réuniront pour sauver les adultes? Seront-ce des gens comme vous rassemblés ici pour travailler ensemble à une vision plus juste d'un monde uni et global?

Est-ce que les objectifs de développement du millénaire peuvent être considérés comme un élément d'une vision plus humaine de notre monde et de notre vivre ensemble? Est-ce que le Traité de Lisbonne offre des perspectives qui vont au delà des solutions techniques?

Je pense que nous pouvons répondre par l'affirmatif dans les deux cas. Prenons nos politiciens avec leurs propres mots, avec leurs propres promesses. Ils ont donné leur parole en notre nom. Ils ont signés ces promesses basées sur une vision d'un monde humain et convivial pour tous et toutes au nom des Peuples réunis au Palais des Nations Unies.

Ne permettons pas que la crise et les crises multiples deviennent des prétextes pour réduire nos ambitions pour un monde meilleur.